

Le budget—M. Raines

● (1740)

Je crois savoir que cette entreprise coûtera 78,000 dollars en plus des frais d'exploitation et de location. Je me demande s'il serait possible d'affecter ce montant à l'établissement d'une seconde station anglaise dans ma circonscription, ou dans la circonscription de Churchill, qui compte 15,000 Cris, nous pourrions peut-être avoir une seconde station pouvant diffuser dans leur langue, ce qui aurait probablement un peu plus de sens.

Quand nous parlons d'inflation, de la réduction des frais gouvernementaux et ainsi de suite, je me demande comment nous pouvons justifier une dépense de cette importance pour une si faible proportion de la population. Il faut peut-être appliquer cette politique et je n'y puis probablement rien, mais il y a bien des gens dans ma circonscription qui appuieraient un deuxième poste de langue anglaise. Je ne crois pas qu'il y en ait un grand nombre qui suivront les émissions du réseau français.

Les ressources forestières de la circonscription de Churchill sont également un aspect très important de notre économie. Je suis persuadé que tous les députés ont entendu parler des Churchill Forest Industries. Tout ce qu'ils en ont entendu dire était peut-être peu flatteur. Toutefois, à Le Pas (Manitoba), vous n'entendez pas trop de critiques à ce sujet, car cette entreprise a créé une foule d'emplois pour la population du nord du Manitoba. Voilà ce qui est le plus urgent, des emplois pour la population du Nord. Nous voulons que les gens du Nord aient non seulement un endroit où ils peuvent vivre, mais nous voulons qu'ils s'y sentent chez eux. Ce n'est pas en se rendant dans le Nord uniquement dans l'espoir d'y faire un coup d'argent qu'on arrive à s'y installer. Nous voulons des gens qui restent.

Les richesses forestières vont être réduites en cendre si nous n'obtenons pas d'aide. Je supplie le gouvernement de nous aider à protéger ces forêts. Sauf erreur, le Québec possède déjà plusieurs avions citernes CL 215 pour combattre ses feux de forêts. Le Manitoba, quant à lui, n'a rien que deux ou trois Canso démodés qui ne sont pas en très bon état. Ils ont déjà servis pendant quelques guerres. Je pense que le Manitoba a maintenant demandé deux CL 215 pour protéger ses forêts au cours de l'été. Ayant travaillé pendant des années pour le ministère des forêts, j'appuis cette demande sans réserve.

M. Marke Raines (Burnaby-Seymour): Monsieur l'Orateur, à l'occasion de ma première intervention en qualité de membre de cette auguste assemblée, permettez-moi tout d'abord de vous dire la haute opinion que j'ai de votre rôle. Vous exercez là, nous le savons tous, une tâche très délicate.

Je tiens également à féliciter le ministre des Finances (M. Turner) d'avoir présenté un budget tout à fait digne d'éloges. Je me réjouis particulièrement de l'engagement du ministre à contenir la croissance des dépenses gouvernementales et de ses propositions visant à alléger le fardeau fiscal des contribuables, à protéger l'épargne et à stimuler l'investissement. Je suis persuadé que ces propositions sont bien accueillies non seulement par mes commettants, mais également par tous les Canadiens.

Je tiens aussi à rendre hommage à ceux qui ont représenté la circonscription de Burnaby-Seymour au cours des précédentes législatures, et notamment à l'honorable Ray Perrault qui a si bien représenté cette circonscription à Ottawa de 1968 à 1972. Il a fait preuve d'un degré élevé d'excellence, en s'inspirant d'une haute tradition de service, que je m'efforcerais d'atteindre, monsieur l'Orateur.

[M. Smith (Churchill).]

Il y a beaucoup à faire à Burnaby-Seymour. De nombreux services essentiels seraient nécessaires dans cette circonscription. Il faudrait la doter de ponts de chemins de fer et d'un système de transport rapide. Nous faisons partie d'une région métropolitaine. Il y a une chose sur laquelle j'aimerais insister. Les allocations que nous recevons à Burnaby-Seymour dans le cadre du programme PIL servent à deux fins importantes, à savoir diminuer le nombre d'assistés sociaux et de prestataires d'assurance-chômage et contribuer à un grand nombre de projets valables à caractère social ou concernant l'environnement. Il reste encore beaucoup à faire à Burnaby-Seymour et au Canada et comme vous, j'ai hâte que cela se fasse.

Le 2 octobre dernier, à la Chambre des communes, le premier ministre a déclaré qu'il faudrait faire une réforme importante de la procédure parlementaire pour que la liberté et la démocratie puissent survivre. J'aimerais également qu'on fasse une réforme importante pour me permettre à moi de survivre.

Des voix: Bravo!

M. Raines: Lorsque je dis que je suis consterné devant toute la procédure à laquelle le Parlement doit se plier avant d'accomplir quoi que ce soit, le mot n'est pas encore assez fort. Je pourrais peut-être développer en moi un don d'ubiquité afin de me trouver à trois ou quatre endroits différents en même temps, 10, 12 ou 14 heures par jour et, bien souvent, sept jours sur sept, mais il devrait y avoir, je crois, une meilleure solution.

Quelqu'un nous a suggéré d'abandonner nos idées dépassées afin que le Parlement puisse exprimer la volonté du peuple de façon efficace et complète. Les propositions de réforme prévoyaient notamment d'imposer une limite stricte aux débats sur les bills ne faisant pas l'objet de controverse, d'autoriser l'entrée des caméras de télévision au Parlement et d'expérimenter d'autres techniques modernes telles que le vote électronique. Comme nous vivons maintenant dans un monde où tout va très vite, j'espère que mes collègues ne voudront pas s'accrocher indéfiniment à un appareil gouvernemental d'une époque révolue.

Je suis toutefois optimiste et plein d'espoir, car les caméras de télévision seront autorisées à la Chambre des communes au début de l'année prochaine. Quand le public pourra voir dans quelles conditions le gouvernement canadien doit travailler, soumis comme il est à des procédures inconfortables, encombrantes et lentes, nous n'aurons aucun problème, je crois, à obtenir l'approbation du public pour une réforme et même une demande publique de réforme.

Le premier ministre a énoncé une série de propositions visant à hâter l'adoption des mesures législatives au Parlement. Il espérait que les députés leur accorderaient au moins un appui symbolique. Je tiens aujourd'hui à ce que soit consigné au compte rendu mon entier appui à ces propositions.

Ce qui m'intéresse le plus c'est de mettre à l'essai d'autres nouvelles idées, surtout en ce qui concerne l'utilisation de certains de nos modes de communication en collaboration avec le Parlement et le public afin d'aider à unir le Canada, à accélérer les travaux des gouvernements, à tenir Ottawa en contact avec les gens et à faire travailler ensemble les conseils municipaux, les gouvernements provinciaux et le gouvernement fédéral lorsqu'il s'agit de questions d'intérêt commun.

C'est pourquoi je trouve extrêmement urgent que les autorités fédérales s'assurent le contrôle absolu des systè-